



Communiqué de presse

Etude IFOP/PRÊT D'UNION : Être riche en France
82% des Français stigmatisent le manque d'exemplarité des riches

Le comportement des riches est très critiqué et leur manque d'exemplarité pointé du doigt. Pourtant, les Français considèrent comme une bonne chose de s'enrichir. Mais dans le contexte actuel, ils exigent plus de solidarité et davantage de patriotisme économique.

Les chiffres :

- 78% des Français estiment qu'il est mal perçu d'être riche
- 76% des Français estiment que c'est une bonne chose de vouloir gagner de l'argent et de devenir riche
- 82% des Français stigmatisent le manque d'exemplarité des riches
- 84% des Français insistent sur l'obligation qu'ont les riches de payer leurs impôts en France
- 70% des Français considèrent que les riches doivent participer à la création et au maintien de l'emploi en France.

Issy-les-Moulineaux, le 15 octobre 2012 – PRÊT D'UNION présente les résultats de sa première étude intitulée « être riche en France ». Réalisée par l'IFOP, l'étude évalue la perception que les Français ont de la richesse et des riches. Est-il bien perçu d'être riche en France ? Est-ce une bonne chose de gagner de l'argent ? Les riches ont-ils un comportement exemplaire ? PRÊT D'UNION a voulu savoir ce que pensent les Français à l'heure où le débat sur la solidarité des riches, l'exil fiscal et le patriotisme économique est relancé.

Une large majorité de Français estime qu'être riche est « plutôt mal » (78%), voire « très mal » (21%) perçu en France. Cette perception du regard social sur les plus fortunés est partagée de façon majoritaire par toutes les catégories de la population, sans exception.

En dépit de ce jugement négatif à l'encontre des riches, **76% des Français trouvent que c'est une bonne chose de vouloir gagner de l'argent et de devenir riche.** Mais ce n'est pas pour autant que les Français courent après l'argent : ils ne sont que 37% à s'être fixé comme objectif dans la vie de gagner de l'argent et de devenir riche. D'autre part, il ressort que la volonté d'enrichissement n'apparaît pas comme une valeur suffisamment mise en avant par la société française : plus des deux tiers des interviewés (69%) considèrent que « la société n'encourage pas les Français à gagner de l'argent et devenir riche ».

Pour 82% des personnes interrogées, la mauvaise image des riches est due à leur comportement ; les riches n'accompliraient pas les devoirs qu'on attend d'eux. Ce manque d'exemplarité laisse cependant apparaître quelques nuances : les femmes (85% contre 78% des hommes) et les ouvriers (86% contre 77% des cadres et professions libérales) stigmatisent encore plus le manque d'exemplarité des riches. Ce sentiment est de façon surprenante également partagé par ceux qui ont une perception positive des riches en France (75%).

Etre riche, c'est bien ... mais à condition de faire preuve de plus de solidarité et davantage de patriotisme économique.

Une part importante des Français (41%) estime que les riches ont plus de devoirs que les autres vis-à-vis de la société. Et lorsqu'il s'agit d'évoquer ces devoirs, l'ensemble des Français citent en priorité une solidarité plus forte avec les classes moins privilégiées et un investissement plus important dans le tissu économique national. En effet les interviewés insistent très fortement sur l'obligation pour les riches de payer leurs impôts en France (84%) ; et près de la moitié des répondants estiment que les riches devraient être davantage mis à contribution en payant plus d'impôts (45%).

Les Français considèrent également que les riches doivent participer à la création et au maintien de l'emploi en France (70%), financer le développement des jeunes entreprises (39%) et combattre les inégalités sociales (38%).

« Même si les Français ont une mauvaise image des riches, ils ne remettent pas du tout en question le fait de s'enrichir. Ils ont bien conscience que cela est nécessaire pour le fonctionnement de notre société. La richesse crée de l'emploi, stimule la consommation des ménages et permet de financer des entreprises sur le territoire national, engendrant ainsi de la croissance. Tout ce qu'ils exigent des plus fortunés, c'est une prise de conscience forte de leurs responsabilités et plus de participation dans la vie économique Française, surtout en temps de crise. Or ils considèrent que leurs habitudes et leur comportement n'ont pas ou peu évolué, ce qui explique cette perception négative des riches en France. C'est pourquoi il est impératif de mettre à disposition de la société française des outils d'un type nouveau, en plus de ceux traditionnels comme la fiscalité progressive et l'associatif, afin de réconcilier « la France normale » avec « la France des riches ». C'est tout le sens de la création de plateformes de crédit entre particuliers comme Prêt d'Union et de plateformes de financement participatif » conclut Charles Egly, Président du Directoire de Prêt d'Union.

Méthodologie de l'étude :

Echantillon de **1002** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu du 18 au 20 septembre 2012 par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).

A propos de PRÊT D'UNION :

PRÊT D'UNION, jeune entreprise innovante, a été fondée en octobre 2009 à Issy-les-Moulineaux (92) et lancée en octobre 2011. PRÊT D'UNION est né d'un constat simple : en France, les taux des crédits à la consommation octroyés par les établissements financiers traditionnels sont élevés (jusqu'à 20% dans le cas des crédits revolving) mais l'épargne collectée par ces mêmes établissements pour les financer est très faiblement rémunérée. PRÊT D'UNION a ainsi lancé le premier établissement de crédit « *entre particuliers* » en France, dont la plateforme internet innovante et sécurisée, permet à des Investisseurs qualifiés qui ont de l'épargne (particuliers, entreprises, institutionnels, etc.) de financer directement les crédits à la consommation de ménages français. Ainsi investisseurs et emprunteurs réalisent une bonne opération: les investisseurs investissent dans un produit d'épargne responsable, citoyen, qui profite à l'économie réelle française et dont le taux de rendement est supérieur au taux de l'épargne classique ; et les emprunteurs souscrivent des crédits responsables (pas de crédit revolving – uniquement du crédit amortissable) dont les taux sont parmi les plus compétitifs du marché.

PRET D'UNION est agréé « établissement de crédit prestataire de services d'investissement » par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) (n° d'agrément 16488).

<http://www.pret-dunion.fr/>

Contacts presse :

RUMEUR PUBLIQUE

Benjamin Sasu - 01 55 74 52 37 / 06 09 11 22 70 / benjamin.sas@rumeurpublique.fr